

Les maisons dont personne ne veut : à New York, 38 000 appartements sont abandonnés chaque année!

Autor(en): **Eggington, Joyce**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **43 (1970)**

Heft 6

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-126883>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les maisons dont personne ne veut

A New York, 38 000 appartements sont abandonnés chaque année !

62

En plein cœur de New York, il est devenu absolument impossible de trouver un appartement agréable à un loyer décent. La crise du logement est la pire qu'on ait vue ces vingt dernières années. Mais à moins d'un mile de Manhattan, à l'est, il y a des quartiers entiers de maisons désertes, habitées seulement par les vandales, les bandes de voyous des rues, les drogués et les rats.

Ce phénomène, propre d'abord à New York, est en train de gagner d'autres villes, Chicago, Detroit, Pittsburgh et Philadelphie. Beaucoup de ces maisons abandonnées sont de solides constructions de style victorien avec de belles façades ; on y trouve des appartements modernes qui auraient pu servir encore longtemps. Mais ils ont été abandonnés par leurs propriétaires parce qu'il n'est plus rentable de loger les pauvres.

Le cercle infernal

A une époque d'inflation, les propriétaires new-yorkais des «slum» ont les mains liées par des lois de contrôle des loyers qui chargent les locataires de l'entretien des locaux de manière décente, afin que lesdits locaux soient de bon rapport. Même s'ils avaient pu être dispensés de payer les loyers, beaucoup de locataires, même aisés, n'auraient pu s'acquitter de cet entretien. Aussi, les propriétaires des «slum» avaient-ils fait un compromis, ils encaissaient le plus de loyers possible et laissaient les immeubles sans entretien. Après des années de laisser-aller, beaucoup d'immeubles new-yorkais étaient dans un tel état qu'il aurait fallu d'énormes travaux pour les rendre à nouveau décents. Comme les propriétaires refusaient de faire des réparations, les locataires déménageaient – souvent pour un immeuble guère en meilleur état. Ils restaient là aussi longtemps qu'ils pouvaient le supporter, puis déménageaient de nouveau. S'il n'y avait pas de nouveaux locataires, il était souvent plus avantageux pour le propriétaire de laisser l'appartement vide que de dépenser le moindre argent pour le rendre habitable. Dès qu'un appartement dans un «slum» devient vide, il est la proie des vandales, et les autres locataires de l'immeuble déménagent à leur tour.

Les drogués, les détraqués, puis la vermine...

Dès que toute la maison est abandonnée, c'est au tour des autres maisons du bloc de se vider. Même pour les pauvres gens, il existe un moment où les conditions de vie deviennent intolérables. Un immeuble abandonné est dépouillé de sa plomberie, de ses tuyaux et de ses ins-

tallations électriques en vingt-quatre heures. Puis les drogués et les détraqués s'y installent. Quand ceux-ci en ont marre, c'est le tour de la vermine.

Tout cela a passé en un temps très court. Après, la seule chose à faire, c'est de démolir l'immeuble, ou de tirer tout ce qu'on en peut et le recommencer. Mais il serait complètement insensé d'investir quelque argent dans un quartier qui tombe en décrépitude. C'est pourquoi, selon une estimation, il y a environ 38 000 appartements abandonnés chaque année à New York, à une époque où l'on a jamais autant cherché chaque pouce d'espace vital. Il serait, semble-t-il, meilleur marché et plus sensé de remettre en état les immeubles qui tombent en ruine plutôt que d'en construire de nouveaux. Mais la ville n'a pas les fonds pour le faire, et les spéculateurs privés n'en ont pas l'intention.

Dans Harlem et dans Brooklyn, il y a des rues entières qui ont l'air d'avoir été bombardées – les carreaux sont cassés, les portes manquent, les peintures se dégradent, l'intérieur des maisons n'est qu'un tas d'ordures. Le problème s'aggrave à un point alarmant et les quartiers qui bordent les «slum», et qui étaient autrefois considérés comme «bons», sont touchés. On abandonne les maisons de la même manière qu'on abandonne les voitures.

Aucune statistique n'a jamais été faite à ce sujet. M. Morton Isler, de l'Institut d'urbanisme de Washington, un organisme indépendant qui ne fait pas de spéculation, estime qu'au moins un tiers des bâtiments locatifs des grandes villes américaines n'ont pas des loyers suffisants pour être décentement entretenus. Dans un quartier résidentiel, un propriétaire gagne assez pour maintenir ses immeubles en bon état, mais dans un «slum» le propriétaire peut juste souhaiter saisir ce qu'il peut des locataires. Un rapport récent de la Rand Corporation sur la situation du logement à New York met la plus grande partie de la responsabilité de cet état de fait sur les lois sur le contrôle des loyers, qui ont gelé les prix en 1943, n'autorisant les propriétaires à de petites augmentations que lorsque les locataires changeaient. Dans une ville faite presque exclusivement de bâtiments locatifs, n'importe quel politicien qui voudrait transformer ces lois s'accuserait à un suicide politique. L'autre solution – de gros subsides du Gouvernement fédéral – ne semble pas près d'être adoptée. Mais, à moins qu'on s'achemine vers une solution nouvelle et rapide, des quartiers entiers au milieu des principales grandes villes américaines vont devenir de petites cités fantômes.

Joyce Eggington.